

SAINT-ETIENNE MÉTROPOLE Politique locale

Migrants : les maires demandent au préfet « d'assumer sa mission »

Au cours d'un conseil métropolitain éclair, jeudi soir, les élus ont abordé le dossier brûlant de l'accueil des migrants. Une lettre signée de tous les maires a été envoyée au préfet.

Le courrier est signé de tous les maires de la métropole sans exception et demande au préfet « d'assumer pleinement la mission d'organiser l'accueil » des migrants. C'est en réunion de bureau, le 16 mai, que la maire de La Talaudière, Ramona Gonzalez-Grail, a souhaité aborder le sujet avec ses collègues.

Elle avait, en effet, mis à disposition la piscine désaffectée de sa commune après que des migrants avaient été expulsés de la Bourse du travail, le 12 avril puis de l'université Jean-Monnet, le 14 avril à Saint-Étienne. Leur accueil dans le bâtiment de l'an-



La piscine désaffectée de La Talaudière a été mise à disposition des migrants le 16 avril.

Photo archives Le Progrès/Jérémy PAIN

cienne piscine talaudiéroise ne devait être que provisoire. « C'est mieux que de dormir dehors mais ce n'est pas une solution pérenne », nous disait Ramona Gonzalez-Grail, le 30 avril.

Elle avait écrit aux autres maires pour l'aider à trouver une solution d'hébergement plus digne. Sans effet. Pourtant, dans leur lettre

au préfet, les élus affirment « leur attachement à la tradition d'accueil de nos communes ». Se faisant leur porte-parole, Gaël Perdriau, président de Saint-Étienne Métropole, rappelle que ceux-ci « sont bien évidemment très sensibles à ces situations mais qu'il est humainement inacceptable de laisser des familles

qui y ont droit sans hébergement ou dans des situations d'hébergement précaires ».

Une baisse des budgets

Jeudi soir, le maire de Saint-Étienne en a profité pour rappeler à l'assemblée que sa ville compte

400 places en Cada (Centres d'accueil de demandeurs d'asile). « J'ai souhaité en outre, en 2015, ouvrir 35 logements, notamment pour les ressortissants de Syrie et d'Érythrée. Ils accueillent toujours des familles. » Et de souligner : « Beaucoup de collègues ont fait des efforts à leur niveau, mais il y a un afflux plus important de migrants sur le territoire métropolitain depuis plusieurs mois. »

Le courrier indique enfin que « l'État, par son représentant dans le département, est seul compétent dans ce domaine ». Gaël Perdriau a cependant établi « un lien entre la baisse des budgets attribués aux centres d'hébergement et la situation délicate dans laquelle nous nous trouvons ». Laissant entendre que le préfet de la Loire n'aurait plus les budgets nécessaires à l'accueil des migrants.

Mélina RIGOT

SAINT-ÉTIENNE Santé

Ils traquent les traces de glyphosate dans l'organisme

Samedi matin, le collectif stéphanois Nous voulons des coquelicots organisera des tests d'urine sur une vingtaine de volontaires. L'objectif : prouver la présence de glyphosate, avant d'envisager des poursuites en justice.

« Les pesticides, c'est un problème sanitaire pour les êtres humains et pour la biodiversité. Ça met en péril à la fois la chaîne alimentaire et l'équilibre naturel. »

Elsa Francès n'est pas une spécialiste en chimie ou en médecine. Mais l'ancienne directrice de la Cité du design est une citoyenne concernée. Et inquiète des dangers potentiels des pesticides tels que le glyphosate, le plus connu d'entre eux, qui est un des composants de l'herbicide Roundup

de Monsanto. Le plus controversé, aussi.

Certes, les possibles effets cancérigènes du glyphosate n'ont jamais été démontrés, et aucune des agences sanitaires mondiales n'exige son interdiction. En Europe, la France est le seul pays à avoir décidé de l'interdire (d'ici 2021). « Mais il a été identifié par la justice comme étant la cause de maladies professionnelles », souligne Elsa Francès⁽¹⁾, qui est membre du collectif stéphanois Nous voulons des coquelicots, créé en novembre.

« Des pesticides, il y en a partout »

Ce dernier s'attache notamment à relayer l'appel national pour l'interdiction de tous les pesticides de synthèse, qui a recueilli plus de 650 000 signatures à ce jour.

Le collectif a également décidé de s'associer à la campagne natio-

nale glyphosate, lancée en avril 2018, à l'initiative des Faucheurs volontaires. Cette campagne consiste en des tests d'urine menés sur des personnes volontaires pour mesurer leur taux de glyphosate (même si certains spécialistes estiment qu'il est incongru de comparer le taux dans l'urine à celui autorisé dans l'eau potable).

Ces tests seront pratiqués samedi 25 mai, de 6 heures à 7 h 30, dans un local du quartier Manufacture, sur vingt-deux personnes inscrites au préalable. Et en présence d'un huissier. Car l'objectif est que ceux qui sont concernés et qui le souhaitent portent plainte, en leur nom propre, contre les fabricants et les organismes d'autorisation de mise sur le marché.

Selon Elsa Francès, « sur les analyses déjà effectuées un peu partout en France, la quasi-totalité étaient positives, à des taux différents, même chez des personnes



Le décrié glyphosate est notamment présent dans l'herbicide Roundup de la firme américaine Monsanto. Photo AFP/Josh EDELSON

qui ne mangent que du bio ». Pour elle, rien de surprenant à cela : « Des pesticides, il y en a partout : dans l'eau, dans les sols... Alors qu'on sait très bien, maintenant, qu'on n'est pas du tout obligé d'en utiliser pour avoir une agriculture performante. »

Le collectif stéphanois communiquera, durant le mois de septembre les résultats du test de ce samedi.

Loïc TODESCO

(1) Aux États-Unis, la firme Bayer, propriétaire de Monsanto, a récemment été condamnée à payer 2 milliards de dollars de dommages et intérêts à deux personnes atteintes de cancers et qui attribuent leur maladie à l'utilisation du Roundup.

Contact : coquelicots.saintetienne@gmail.com. Page Facebook « Nous voulons des coquelicots Saint-Étienne ».